

Bruxelles, le 8 mai, 2019

Aux principaux candidats au poste de président de la Commission européenne

Chers Spitzenkandidaten:

Manfred Weber (EPP)

Frans Timmermans (PES)

Jan Zahradil (ECR)

Nical Beer, Emma Bonino, Violeta Bulc, Katalin Cseh, Luis Garicano, Guy Verhofstadt,

Margrethe Vestager (ALDE)

Ska Keller, Bas Eickhout (GREENS)

Nico Cue, Violeta Tomić (GUE)

Oriol Junqueras (EFA)

Les organisations de la société civile soussignées, engagées dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement, du bien-être animal, de la santé, des consommateurs et coopératives de consommateurs, du développement, de la justice sociale, du climat et de la foresterie, vous écrivent pour vous demander de réorienter la manière dont les politiques liées à l'alimentation sont élaborées et leurs priorités définies. Nous proposons deux solutions claires :

- 1. L'UE devrait élaborer une politique alimentaire européenne intégrée au cours de la prochaine législature ;**
- 2. Un vice-président de la Commission européenne chargé de garantir la durabilité de nos systèmes alimentaires devrait coordonner les efforts de différentes Directions.**

Une transition vers des systèmes alimentaires durables s'impose de toute urgence pour faire face aux menaces existentielles auxquelles nous sommes confrontés. Elle assurera la transition écologique nécessaire pour lutter contre le changement climatique, la pénurie d'eau, la dégradation des sols, l'effondrement de la biodiversité, la pollution chimique, l'épuisement des ressources halieutiques, la maltraitance animale et le gaspillage alimentaire. Elle permettra de garantir aux agriculteurs et aux pêcheurs un revenu décent – véritable fondement des communautés rurales dynamiques et prospères. Elle mettra un terme à l'augmentation des taux d'obésité et maladies non transmissibles (MNT) en promouvant des régimes alimentaires sains et durables abordables et accessibles pour

tous. Elle contribuera également à réduire la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire dans les pays du Sud.

La réforme de nos systèmes alimentaires constitue donc une opportunité pour l'UE et ses États membres de répondre aux préoccupations de leurs concitoyens. Elle permet la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, de l'accord de Paris sur le changement climatique et de nombreux autres engagements en matière de développement durable pour protéger l'humain et préserver la planète.

Afin d'assurer la transition vers des systèmes alimentaires durables, **l'UE doit œuvrer en faveur d'une politique alimentaire intégrée**. L'adoption de cette politique nécessite de réformer le cadre de gouvernance des systèmes alimentaires ; et ce, pour quatre raisons majeures :

- **Intégration des domaines politiques.** Les différentes politiques¹ qui affectent les systèmes alimentaires en Europe ont été adoptées au cas par cas depuis de nombreuses années. En conséquence, les objectifs et les instruments politiques se sont multipliés de manière confuse et inefficace ; à titre d'exemple, les politiques axées sur la compétitivité continuent de contredire les objectifs de durabilité.² Une politique alimentaire intégrée serait conçue pour mettre en cohérence ces différentes politiques, établir des objectifs communs et éviter les compromis et les coûts cachés, en Europe et dans le monde.

- **Intégration des niveaux de gouvernance.** L'innovation sociale prend rapidement de l'ampleur au niveau local, des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne aux achats alimentaires durables dans les écoles, des conseils de politique alimentaire aux territoires sans pesticides. Les politiques européennes et nationales sont toutefois mal équipées pour encourager ce type d'innovation. Une politique alimentaire intégrée supprimerait les obstacles à l'innovation locale et favoriserait l'expérimentation à l'échelle territoriale sous toutes ses formes.

- **Gouvernance pour la transition.** Seule une politique intégrée avec une vision à long terme peut conduire et coordonner les changements nécessaires pour garantir la durabilité des systèmes de production, transformation, distribution et consommation de

¹ Il s'agit notamment des domaines liés à l'agriculture, à la pêche et à l'aquaculture, au commerce et aux investissements, à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'économie circulaire, à l'environnement, au bien-être animal, au développement, à la recherche, à l'éducation, aux politiques fiscales et sociales, et à la réglementation des marchés et de la concurrence.

² Des exemples de contradictions entre différents objectifs / impacts politiques sont répertoriés dans le rapport : IPES-Food. 2019. Vers une politique alimentaire commune pour l'Union européenne : Les réformes et réalignements politiques nécessaires pour construire des systèmes alimentaires durables en Europe. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables.

denrées alimentaires ; et ainsi atteindre les ODD, lutter contre le changement climatique et relever d'autres défis mondiaux urgents.

- **Prise de décision démocratique.** Qu'il s'agisse de la réforme de la politique agricole commune (PAC), de l'approbation des pesticides ou des négociations commerciales, l'écart entre ce que les citoyens attendent des systèmes alimentaires et ce que les politiques actuelles sont capables de réaliser n'a jamais été aussi important. Une stratégie alimentaire cohérente, qui inclut un plus grand nombre d'acteurs dans la conception et l'évaluation des politiques, permettrait aux acteurs non-économiques d'être entendus. Cela permettrait également de remettre en cause les dépendances de parcours, de récupérer les processus décisionnels auprès de puissants lobbies et de faire émerger de nouvelles priorités sur la base d'un processus plus démocratique.

De plus en plus de voix réclament une évolution vers une approche intégrée des politiques alimentaires, y compris plusieurs institutions et agences européennes.³ Cette intégration a également été revendiquée par de nombreux groupes scientifiques et organisations de la société civile. Notamment, en février 2019, IPES-Food a publié une vision détaillée d'une « politique alimentaire commune » pour l'UE, basée sur un processus de recherche et de délibération participatif de trois ans, qui a impliqué plus de 400 acteurs des systèmes alimentaires.⁴

Des mesures immédiates peuvent et doivent être prises pour enclencher ce changement de gouvernance, en premier lieu : **un vice-président de la Commission européenne devrait être chargé de garantir la durabilité de nos systèmes alimentaires, avec pour mandat de coordonner les efforts des différents DG⁵ qui influencent nos systèmes alimentaires.**

Le moment d'agir est venu : il faut oser changer la manière dont nous élaborons les politiques, en adoptant des approches systémiques et en développant les outils nécessaires pour susciter ces changements. Une politique alimentaire intégrée peut réintroduire des politiques publiques pour le bien commun, rétablir la confiance du public dans le projet européen, et mettre l'UE sur la voie de la réalisation des ODD et de l'accord de Paris sur le climat.

³ Il s'agit notamment du Comité économique et social européen, du Comité des régions, du Centre commun de recherche, du mécanisme de consultation scientifique de la Commission (SAM), de l'Agence européenne de l'environnement et du Comité permanent sur la recherche agricole.

⁴ IPES-Food. 2019. Vers une politique alimentaire commune pour l'Union européenne : Les réformes et réalignements politiques nécessaires pour construire des systèmes alimentaires durables en Europe. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables.

⁵ Ceux-ci comprennent les DG AGRI, CLIMA, COMP, EMPL, ENERGY, ENVI, GROW, MARE, SANTE, TRADE et TRANSPORT.

Les organisations de la société civile soussignées sont prêtes à collaborer avec vous, à travers un dialogue ouvert et constructif, pour mettre en application ces solutions.

actalliance eu
actionaid



DIE AGRONAUTEN
Forschungsgesellschaft
für Agrar- und Ernährungskultur



EURONATUR



GREENPEACE



EUROPE

